



PRÉSENTATION AU
COMITE PERMANENT DES AFFAIRES ETRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
DU PARLEMENT DU CANADA
PAR LE
CONSEIL CANADIEN POUR L'AFRIQUE (CCAFRIQUE)

OTTAWA, 3 JUIN 2009

Monsieur le Président,
Membres honorables du Parlement,
Mesdames et Messieurs,

D'abord, j'aimerais introduire notre délégation :

- Ms Carolyn MacKenzie, Associé, Vice-présidente, CPCS of Ottawa
- Mr. Robert Blackburn, Vice-président Afrique, SNC Lavalin
- Mr. Karl Miville de Chêne, Président Contact Monde, Montréal

Nous voulons remercier le Comité de nous donner l'occasion de discuter des relations Canada-Afriques. Ce sujet est d'une grande importance pour CCAfrique et c'est également une question centrale pour un grand nombre de Canadiens qui travaillent avec l'Afrique. Nous espérons que cette présentation et la session de questions et réponses qui suivra va aider le Comité à élaborer des recommandations constructives auprès du Parlement.

Avant tout, un mot à propos de CCAfrique. Depuis la création de l'organisation en 2002, nous poursuivons notre mission qui est de promouvoir les relations économiques avec l'Afrique. Nous sommes une organisation pancanadienne à but non lucratif et nous comptons environ 150 membres à travers le pays. Notre liste de membres inclut des sociétés, des universités, des collèges, et d'autres institutions qui s'intéressent au développement économique de l'Afrique. De plus, nous avons plusieurs Provinces qui sont également des membres (le Québec, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et Alberta) ainsi que certains ministères et agences fédéraux. Nos activités incluent la planification de missions en l'Afrique, l'accueil de délégations économiques et politiques africaines, le développement de nombreux ateliers et séminaires, la création de publications, la gestion de services quotidiens, hebdomadaires et mensuels, la production de documents de recherche etc. Notre mission et nos activités nous rendent unique au Canada.

La semaine passée, vous avez entendu une présentation faite par un groupe de dix-neuf chefs de missions diplomatiques africaines au Canada ; ce groupe a réclamé un « partenariat renouvelé avec le Canada ». Ceci est une réaction tout à fait honorable qui devrait être soulignée pour son positivisme et sa perspicacité, une réaction qui porte un message basé sur le dynamisme et la reconstruction. Les pays africains veulent d'avantage du Canada : ils veulent plus de relations diplomatiques, plus de liens économiques, et évidemment ils veulent que plus de nations africains soient mises sur la liste prioritaire de l'ACDI. Il y a des indications très claires qui suggèrent que la

perception africaine de la présence du Canada sur le continent est en train de s'effriter. Plusieurs recommandations valables ont été suggérées, ce qui devrait aider le Comité à développer vos propres recommandations au Parlement.

CCAFrique partage les soucis des missions diplomatiques africaines. Au cours de ces dernières années, nous avons observé une tendance qui signale que la présence du gouvernement Canadien en Afrique continue à diminuer, alors que la population canadienne fait de plus en plus de choses là-bas. Le nombre d'investissements (en quantité et en valeur), de projets à but-non lucratif, de partenariats, a atteint des sommets jamais égalé. Nous sommes ici aujourd'hui pour s'assurer que cette contradiction est communiquée clairement aux membres du Parlement, et que cette question devienne une priorité du Comité. Il est évident qu'il y a un désaccord sévère entre les actions du gouvernement et celles de la population, et que le Parlement devrait prendre des mesures nécessaires pour rectifier ce problème. Enfin, nous voulons que le Parlement place un moratoire sur les réductions budgétaires et les fermetures d'ambassade jusqu'à ce qu'une stratégie appropriée soit développée suite à des consultations nécessaires avec les Canadiens.

Nous voulons partager nos résultats de recherche en ce qui touche trois secteurs de la présence du Canada en Afrique : les relations diplomatiques, le commerce international et l'aide au développement.

Les Relations Diplomatiques

Il y a quelques années, le Gouvernement du Canada a décidé de fermer deux ambassades : celle de la Guinée et celle de Gabon. Plus récemment, il y avait une tentative de maintenir celle de Burkina Faso mais sans ambassadeur à plein temps ; la semaine passée il y avait une annonce au sujet de fermer nos postes à Malawi et Cape Town. Suite à des conversations informelles avec certains milieux autorisés d'Ottawa, nous avons une forte impression que ceci n'est pas la fin des fermetures d'ambassades et de hautes commissions en Afrique. Il serait très valable pour le Comité de demander de manière formelle aux départements responsables, leur processus d'analyse, leurs cibles pour chaque continent, et les fermetures prévues au cours des trois années à venir. Nous craignons fortement qu'à la fin de cet exercice, il ne restera que très peu de missions canadiennes en Afrique.

Le Canada est fier d'être un membre du G8, il s'est battu pour le devenir et a accueilli plusieurs de ses sommets. Cependant, quand il s'agit de notre présence en

Afrique, nous ne sommes même pas proches des autres nations composant le G8. Nous avons compilé une liste complète de toutes les ambassades des pays du G8 en Afrique—cette information est attachée à notre présentation. À l'exception du Japon, c'est évident que le Canada n'est plus à sa place. La France et l'Allemagne ont toutes les deux bien plus du double de la quantité de missions que le Canada possède en Afrique subsaharienne. Si cette tendance continue, comme c'est prévu, de facto nous allons devenir tout simplement un joueur mineur en Afrique. Est-ce le rôle d'un membre du G8 de reculer pendant que les autres membres, ainsi que bien des pays qui ne font pas parti de G8, sont en train d'augmenter leurs engagements et de former de nouvelles relations avec le continent africain ? Un membre de G8 qui partage l'Anglais et le Français comme langues officielles, qui a une longue histoire d'amitié avec l'Afrique – un atout qu'aucun autre pays de G8 n'a – et qui a énormément profité de cette longue amitié ? Est-ce aujourd'hui notre rôle de réduire ou même de simplement stabiliser la quantité de nos initiatives en Afrique ? Nous ne le croyons certainement pas.

Quand CCAfrica a rencontré l'ex-ministre du Commerce international, ce dernier a posé la question suivante à cinq représentants de différents sociétés et établissements : Quelle est pour vous la contribution la plus importante que nous pouvons apporter en Afrique ? La réponse était unanime : la représentation sur le terrain. Il est évident que les Canadiens veulent voir plus de représentation canadienne officielle dans plus de pays en Afrique, et pas l'envers.

Commerce International

Quand les ambassadeurs africains sont venus la semaine passée, ils ne disaient pas simplement "plus", ils disaient "plus de développement économique". Une économie plus prospère est essentielle pour le développement africain. Ceci a été également réitéré par le discours du ministre Oda, qui a également déclaré que le développement économique était la deuxième priorité de l'ACDI. Le développement économique englobe un certain nombre de choses : les investissements, les exportations, les importations, mais aussi les partenariats. Ces partenariats peuvent prendre plusieurs formes, telle que la formation professionnelle aux exportateurs potentiels d'Afrique pour qu'ils peuvent faire une exportation plus efficace vers le monde occidental, telle que la formation des jeunes dans les mines en Tanzanie pour qu'ils peuvent remplacer les expatriés, ou tel que le développement d'un programme d'études au niveau universitaire au Botswana.

Toutes ces formes de développement économique nécessitent des ressources et des professionnels qui sont particulièrement bien informés au sujet des capacités canadiens et des besoins africains. Cette connaissance ne peut pas s'improviser, alors le Canada a besoin de personnes qui se spécialisent à aider les canadiens et les africains à travailler ensemble. Ces personnes se nomment délégués commerciaux. Bien que nos

investissements en Afrique continuent à augmenter, atteignant près de \$21 milliard en 2008, les ressources et particulièrement les ressources humaines consacrées par le gouvernement au secteur commercial ont été étrangement diminuées. Le Canada a maintenant 25 délégués commerciaux pour servir 47 pays sub-sahariens, représentant 800 millions de personnes. En Amérique latine, pour servir 13 pays et environ 300 millions d'habitants, il y a 68 commissaires commerciaux. En d'autres termes, pour à peine plus d'un quart des pays en Amérique latine comparée à l'Afrique, et moins de la moitié de la population, il y a trois fois le nombre de délégués commerciaux. Il y a un grave problème derrière ce constat. Pourquoi devrions-nous être moins présents que les autres nations faisant affaires en Afrique ? Tout le monde perçoit l'Afrique comme étant la dernière frontière du développement économique mondial, et tous les secteurs sont en pleine expansion : que ce soit les ressources naturelles, mais aussi l'infrastructure, l'énergie, les communications, les technologies d'information, l'agroalimentaire, la santé, la science, et encore bien d'autres. Pourquoi le Canada devrait-il s'effacer de cette dynamique quand on pense que le développement africain sera certainement un des principaux phénomènes du 21ème siècle ? Nous nous félicitons d'être une nation d'exportation et mais aussi d'importation, avec des exemples tels que le MAI (*Multilateral Access Initiative*) qui accepte les importations des pays moins développés. Pourtant, il est évident que les ressources fournies ne conforment pas à ces objectifs.

Nous travaillons étroitement avec le Département des Affaires Étrangères et Commerce Internationale pour développer nos rapports bilatéraux avec des pays africains. Mais encore une fois, il est évident que les ressources—en particulier les ressources humaines—alloués à l'Afrique ne sont pas de tout adéquates. Si cette situation n'est pas rectifiée, c'est le Canada qui va perdre.

Développement international

Le troisième élément de notre présentation porte sur le programme d'assistance canadienne envers l'Afrique. Comme nous avons entendu la semaine passée durant le discours du ministre Oda ainsi que la période de questions, nous partageons plusieurs soucis avec les membres du Comité. CCAfrique était très déçu d'apprendre de la réduction du nombre de pays prioritaires africains. Nous étions déçu parce que nous avons cru que le Gouvernement a déjà atteint son objectif de focalisation en 2005, en annonçant une liste plus limitée de pays – 25 au lieu de 69, et aussi un budget bilatéral plus concentré vers les pays de focalisation, de 20% du budget total à 80%. Dire aujourd'hui que ces nouvelles réductions sont supposées améliorer l'efficacité paraît tout à fait redondant, car cette politique avait déjà été mise en place dans le passé.

Si vous référez à l'annexe 2 de notre présentation, CCAfrique a compilé toutes les subventions et contributions de l'ACDI supérieures à 25 000\$ pour l'Afrique dans les deux dernières années. Ces chiffres sont disponibles sur le site Web de l'ACDI. Nous nous rendons compte qu'il ne couvre pas le 1.5\$ milliard en entier parce qu'il n'inclut pas toutes les subventions et contributions accordées aux institutions multilatérales,

mais cela est quand même un excellent exemple. Nous pouvons d'ailleurs en tirer un certain nombre de conclusions :

1 – Plus de 90% des subventions et concessions avaient déjà été allouées aux pays prioritaires en 2008, donc moins de 10% aux pays non prioritaires.

2 – Vous noterez que les six pays africains qui restent sur la liste aujourd'hui ont reçu une augmentation de dons de 143% entre 2007 et 2008. Cela veut dire que sans l'avoir annoncée, la liste des pays prioritaires de 2009 était essentiellement déjà en activité en 2008. Les pays africains qui ne restent pas sur la liste des pays prioritaires ont subi une diminution de 64%.

3 – Il est impossible d'appuyer la déclaration que les pays qui ne sont pas sur la liste des pays prioritaires ne devraient pas s'inquiéter. Sept pays africains vont recevoir 80% de l'aide bilatérale de l'ACDI désignée pour l'Afrique, pendant que les autres 40 pays vont avoir accès au 20% restant; comment est-ce possible de dire qu'ils ne perdront rien ? L'aide bilatérale est la meilleure représentation de l'activité directe d'un gouvernement vers les pays en voie de développement. Bref, le but de cette politique n'est certainement pas évident. Le Comité pourrait certainement demander à des experts de venir éclaircir le sujet.

Nous sommes convaincu que le Conseil canadien pour la coopération internationale a fait des recherches adéquates avant de déclarer que « hors d'une liste de 25 pays, 70% de l'aide bilatérale allait en Afrique, avec 20 pays sur la liste, et que ce pourcentage va être réduit à 35% après 2010 ». Nous devons nous poser cette question : Est-ce que c'est cela que les Canadiens veulent voir quand ils pensent au mandat de l'ACDI qui est de venir en aide aux régions les plus pauvres du monde et celles qui en ont le plus besoin ?

Monsieur le Président et membres honorables, notre but est de vous rendre conscient d'un certain nombre de signes alarmants qui, s'ils ne sont pas traités dans l'avenir proche, vont endommager gravement la réputation du Canada, causer du mal pour le secteur privé ainsi que le secteur public canadien, et finalement vont mettre en question notre engagement national au développement africain. Nous ne pouvons pas, sans conséquence, prendre pour acquis la bonne réputation que nous avons acquise dans le passé. Nous devons continuer et augmenter nos efforts, notre présence, et nos initiatives en Afrique dans les trois secteurs susnommés—les relations diplomatiques, le commerce international, et l'aide au développement. Le Canada devrait prendre les mesures nécessaires pour rester un des associés majeurs de l'Afrique car ce continent est en train de changer, de se développer et qu'il aura un rôle prépondérant dans la construction du monde de demain.

Merci beaucoup. Mes collègues et moi serons heureux de répondre à vos questions.

Lucien Bradet
Président, CEO, Conseil Canadien pour l'Afrique, (613) 565-3011

	États Unis	France	Allemagne	Russie	Royaume Uni	Italie	Canada	Japon
Afrique du Sud	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Angola	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Bénin	✓	✓	✓	✓				
Botswana	✓	✓	✓	✓	✓			
Burkina Faso	✓	✓	✓				✓	
Burundi	✓	✓	✓	✓	✓			
Cameroun	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Cap-Vert	✓			✓				
Comores								
Congo, Rép.	✓	✓		✓		✓		
Congo, Rép. Dém.	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Côte d'Ivoire	✓	✓	✓	✓		✓	✓	
Djibouti	✓	✓		✓				
Érythrée	✓	✓	✓		✓	✓		
Éthiopie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Gabon	✓	✓	✓	✓		✓		
Gambie	✓				✓			
Ghana	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Guinée	✓		✓	✓				
Guinée Bissau		✓		✓				
Guinée équatoriale	✓							
Kenya	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Lesotho	✓							
Libéria	✓	✓	✓					
Madagascar	✓	✓	✓	✓				
Malawi	✓		✓		✓			
Mali	✓	✓	✓	✓			✓	
Maurice	✓	✓			✓			
Mauritanie	✓	✓	✓	✓				
Mozambique	✓	✓	✓	✓		✓	✓	
Namibie	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Niger	✓	✓						
Nigéria	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Ouganda		✓	✓	✓	✓	✓		
République cent.	✓	✓		✓				
Rwanda		✓	✓	✓	✓			
São Tomé et Príncipe								
Sénégal	✓	✓	✓	✓		✓	✓	
Seychelles	✓	✓		✓	✓			
Sierra Leone		✓	✓		✓			
Somalie					✓			
Soudan (Sud)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Swaziland	✓							
Tanzanie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Tchad	✓	✓	✓	✓				
Togo	✓	✓	✓					
Zambie		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Zimbabwe		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Total	39	38	33	33	24	20	16	7

INDICATEURS AFRICAINS MENSUELS

Subventions et contributions de l'ACDI supérieures à 25 000\$ pour l'Afrique

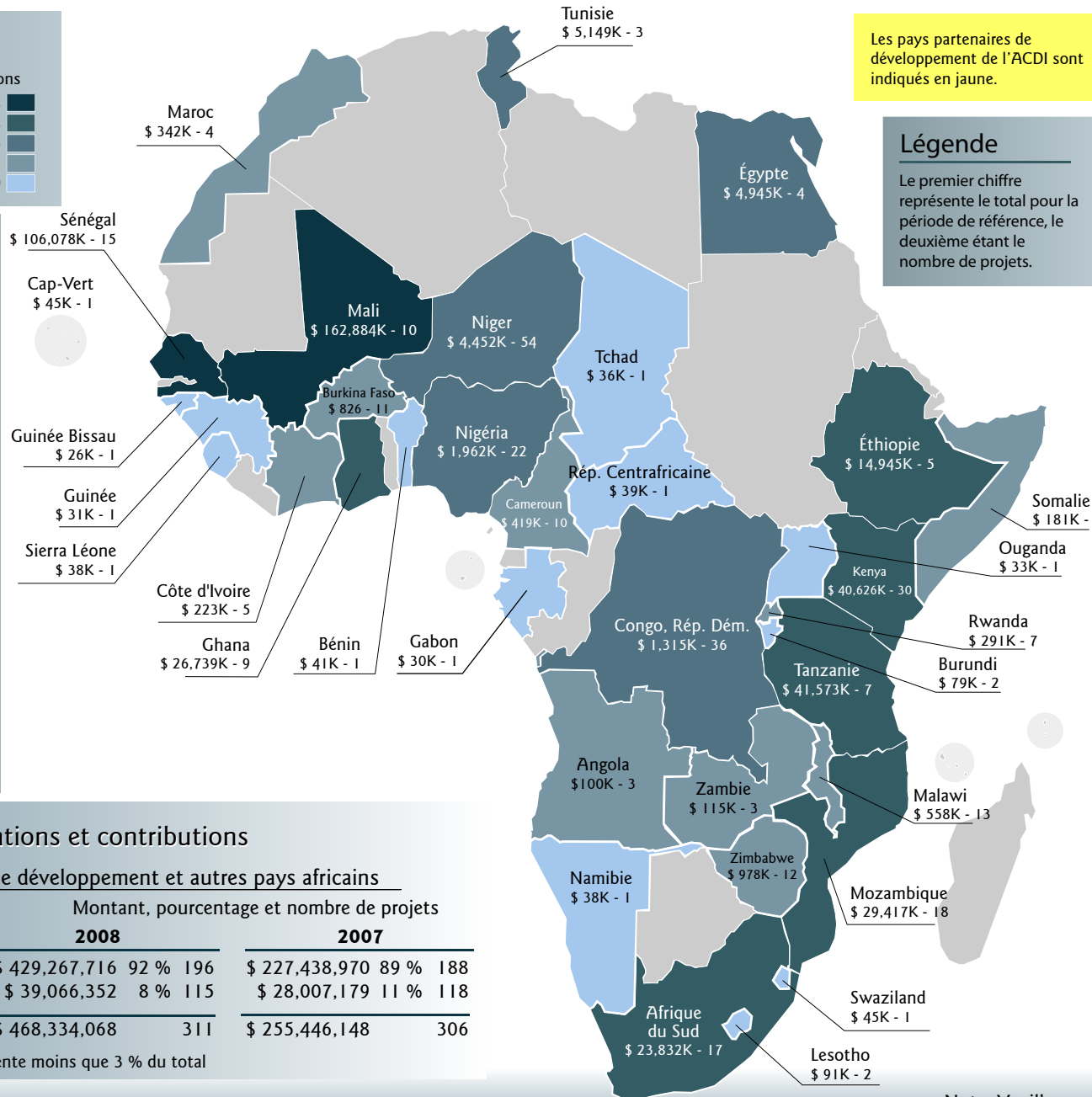
Légende de la carte

Total des subventions et contributions

- \$ 100+ millions
- \$ 10 - \$ 100 millions
- \$ 1 - \$ 10 millions
- \$ 100,000 - \$ 1 million
- moins de \$ 100,000

L'étude des subventions et des contributions supérieures à 25 000\$ accordées par l'ACDI pour la période du 1er octobre 2007 au 30 septembre 2008 nous révèle une concentration géographique intéressante. Il est à noter que les montants versés aux organisations multilatérales ne sont pas compris dans notre compilation, les informations fournies n'étant pas suffisamment détaillées pour ce faire.

Fait intéressant, 90% des subventions et contributions pour l'Afrique ont été accordés à 14 pays africains partenaires de développement de l'ACDI, sur un total de 24 pays partenaires.



Montants et nombre de projets

Pays	2008	2007
Mali	162,884,013 10	30,689,394 20
Sénégal	106,078,944 15	45,578,423 19
Tanzanie	41,573,440 7	4,731,918 3
Kenya	40,626,139 30	55,917,905 26
Mozambique	29,417,660 18	21,168,540 21
Ghana	26,739,439 9	9,854,400 5
Afrique du Sud	23,832,285 17	19,748,100 9
Éthiopie	14,945,373 5	533,465 6
Tunisie	5,149,000 3	75,000 3
Égypte	4,945,000 4	2,393,500 3
Niger	4,451,794 54	1,871,140 24
Nigéria	1,962,925 22	785,989 9
Congo, Rép. Dém.	1,315,121 36	954,663 22
Zimbabwe	978,347 12	1,764,217 21
Burkina Faso	826,009 11	24,752,918 12
Malawi	557,561 13	722,026 16
Cameroun	419,288 10	10,859,441 21
Maroc	342,316 4	662,146 10
Rwanda	291,157 7	1,477,230 19
Côte d'Ivoire	223,505 5	406,509 11
Somalie	181,048 4	127,180 3
Zambia	114,582 3	19,500,000 2
Angola	100,679 3	76,017 2
Lesotho	90,933 2	50,000 1
Burundi	79,020 2	- -
Cap-Vert	45,100 1	47,300 1
Swaziland	44,688 1	50,000 1
Bénin	41,304 1	44,184 1
Rép. Centrafricaine	39,200 1	35,562 1
Sierra Léone	38,196 1	- -
Namibie	38,000 1	60,000 1
Tchad	36,094 1	46,111 1
Ouganda	33,000 1	177,610 4
Guinée	31,000 1	25,000 1
Gabon	29,768 1	- -
Guinée Bissau	26,000 1	31,000 1
Algérie	- -	25,000 1
Botswana	- -	41,500 1
Congo, République	- -	26,574 1
Djibouti	- -	45,463 1
Gambie	- -	45,000 1
Libéria	- -	45,720 1

Distribution des subventions et contributions

Pays africains partenaires de développement et autres pays africains

Montant, pourcentage et nombre de projets

2008

2007

	2008	2007
Pays africains partenaires	\$ 429,267,716 92 % 196	\$ 227,438,970 89 % 188
Autres pays africains	\$ 39,066,352 8 % 115	\$ 28,007,179 11 % 118
Total	\$ 468,334,068 311	\$ 255,446,148 306

Note: L'Afrique du Nord représente moins que 3 % du total